

**INFORMATIUNSBLAT
FIR EN ALTERNATIVEN
ËMGANG MAT GELD**

Projets:
Lagerhalle BIOGROS,
bascule pour ECOTEC

Interview:
Roland Majerus

ISR:
L'argent public doit aussi
montrer l'exemple

Lobby financier:
Naissance de Finance Watch

EDITORIAL

Léif Spuerer a Frënn vun etika,

dësen Fréijoërsufank ass leider vun enger schrecklecher Katastroph iwverschied ginn: d'Erdbeiwien, den Tsunami an d'Nuklearkatastroph a Japan, dei schon Dausenden Affer gefuerdert hunn. Dat stëmmt natierlech nodenklech an werft vill Froen och an eisem deeglechen Liewen un d'Uewerfläch. Ëmdenken ass gefrot. Ökologesch fir vum Nuklear an aneren net erneierbaren Energien ewegzekommen. Ökonomesch fir eist Konsumverhalten ze änneren fir manner negativen Impakt op eis Welt/Natur ze hunn. Finanziell fir eis Banken an Finanzplaz derzouzebréngen mei transparent an ethesch ze sin. Politesch fir eis Politiker derzouzebréngen mei nohalteg ze denken. etika ass virun 15 Joer gegrënnt ginn fir op verschidden vun dëse Froen Äntwerten zeproséieren.

Mat eisem alternativen Spuerkont bidde mir de Spuerer en absolut transparenten an responsablen Mechanissem un. Duerch eis alternativ Krediter fuerdere mir Persounen an Kollektivitéiten ökologesch an sozial Projeten an d'Liewen ze ruffen fir e positiven Impakt op d'Ökonomie vun eisem Land ze hunn. Duerch eis Sensibilisatiounsefforten maachen mir d'Populatioun an d'Politiker op Themen vun ethescher Finanz, responsablen Investissement, solidärer Ökonomie an nohalteger Entwécklung opmierksam. Ouni d'Vertrauen an d'Ënnerstëtzung vun eise 885 Spuerer, Memberen a Partner hätte mir et an dene 15 Joer net fäerdeg bruecht 150 Projeten ze finanzéieren an nei Sensibilisatiounsaktivitéiten (wei d'Spill „Wer wird Visionär“ oder d'Velostouren) z'entwéckelen. Mir brauchen net ze scheien fir ze soen, datt an de leschten dräi Joer, zenter der faméiser Finanzkris, d'Equip, den CA an den CC luewenswäert Resultater erreecht hun an etika ëmmer mei vu sech schwätzen deet. Och an dësen schrecklechen Zäiten muss ee positiv an optimisteschem bleiwen. Well etika huet selwer erlieft, datt mat negativen Evenementer wei d'Finanzkris positiv Saachen ereecht kënnen ginn.

An der Hoffnung (vun enger besserer Welt),

Magali Paulus



PROJETS

Biohaff Emeschbaach: Agriculture, nature et biodiversité

En mars 2011, la nouvelle entité «natur&ëmwelt» a organisé son premier congrès, en se présentant comme une union d'organisations reconnues au grand-duché et qui ont connu de grands succès pendant les dernières décennies. En l'occurrence, il s'agit des a.s.b.l. Lëtzebuenger Natur- a Vulleschutzliga, Natura, D'Haus vun der Natur et de la Fondation Hëllef fir d'Natur qui oeuvrent ensemble pour la protection de la nature, sur le plan national et international, sous un nom et un emblème communs. Une nouvelle identité vient d'être créée, mais l'objectif commun des partenaires reste le même: sauvegarde de la biodiversité dans un paysage naturel et culturel varié.

Parmi eux, l'activité de la Fondation Hëllef fir d'Natur et de ses associations membres est basée sur le constat que de multiples menaces pèsent sur l'environnement naturel et que ces dangers ne sauraient être contrés autrement que par un effort commun. C'est ainsi que la Fondation s'investit concrètement et avec succès depuis 1982 pour la sauvegarde de la nature. Les cinq principaux domaines

d'activités de cet organisme d'utilité publique sont l'acquisition et la gestion de réserves naturelles de façon à assurer la protection concrète de la nature, études et recherches scientifiques appliquées, projets nationaux, interrégionaux et européens ayant comme objectif principal la préservation et la promotion de l'environnement naturel, information et sensibilisation relatives à la sauvegarde de la nature, la collecte de fonds pour financer les acquisitions et la gestion des réserves naturelles et l'achat, l'entretien et l'aménagement de zones naturelles à protéger.

Afin de promouvoir des modes de production agricole durables, respectueuses des ressources naturelles, de soutenir l'agriculture biologique et de mettre en oeuvre les programmes « Biodiversité » et « Agri-environnementaux », la fondation a lancé un projet complexe intitulé « agriculture, nature et biodiversité ». Essentiellement, il s'agit de continuer la politique d'acquisitions permettant le développement de nouvelles réserves naturelles. Pour l'exécution du projet, natur&ëmwelt / Fondation Hëllef fir d'Natur a obtenu en février 2011 un cré-

dit d'investissement pour l'achat d'une ferme conventionnelle et inoccupée dans le nord de la commune de Wintrange à Emeschbach. Le montant du crédit accordée par etika et la BCEE s'élève à 1,3 millions d'euros sur une durée de 20 ans.

Les terres agricoles entourant cette ancienne ferme (1850) vont être gérées à partir d'octobre de cette année par trois partenaires: Le Forum pour l'Emploi avec son Projet « Am Geartchen », le Comité Nationale de Défense Sociale avec son Projet « Naturaarbechten », ainsi que l'exploitation agricole biologique Naturhaff, située à Derenbach. Déjà jusqu'à maintenant l'exploitation Naturhaff cumulait de nombreuses activités comme l'entretien de 40ha de prés et prairies à haute biodiversité, l'élevage de races rustiques et menacées de bovins, ovins et porcins, la commercialisation en vente directe de leur viande ainsi que de nombreuses plantations de haies, arbres et arbres fruitiers. Ces engagements avaient été récompensés en novembre 2010 avec la remise du prix Bio-Agrar pour le projet « La biodiversité comme partie intégrante du concept Naturhaff ». Afin d'utiliser ce prix à bon escient, la plantation d'une haie avait été organisée.

Dans le cadre du projet « Agriculture, nature et biodiversité » de natur&emwelt ce travail va continuer. On vise à une valorisation écologique du paysage ardennais par la création de nouveaux habitats, de nouvelles structures et de couloirs de liaisons écologiques. La sensibilisation et le monitoring de la biodiversité en milieu rural, l'information sur le patrimoine naturel régional et le réseau Natura 2000 font aussi objet du projet. Un autre objectif est la contribution à la recherche sur les modes de production biologiques.

« L'ajout de 30 ha de surfaces agricoles exploités sur le mode de l'agriculture biologique, dont 5 ha de légumes biologiques est pour nous le meilleur moyen de permettre une exploitation durable des ressources naturelles et de réduire l'impact sur l'environnement », explique Gilles Weber. Dans le cadre de la création du réseau Natura 2000 et des corridors de liaisons indispensables à l'habitat d'une grande diversité de plantes et d'animaux menacés, la Fondation Hëllef fir d'Natur est déjà propriétaire de



1 025 ha de réserves naturelles réparties sur tout le pays. Les nouveaux terrains contribuent à l'extension de ce réseau.

La gestion de ces terrains aura pour effet d'augmenter la biodiversité. Ceci s'accompagnera de la création de nouvelles structures: plusieurs kilomètres de haies, d'arbres d'alignement, de verger (2 ha), d'étangs, de bandes herbacées et de friches pluriannuelles. Certaines mesures contribueront à la mise en oeuvre des plans d'action pour les plantes rares inféodées aux terres de labours.

natur&emwelt, qui essaie depuis toujours d'associer autant que possible les acteurs locaux à leurs activités et leurs projets, regroupent dans le cadre de ce projet aussi deux institutions sociales (Forum pour l'emploi et CNDS Naturaarbechten), une exploitation agricole (Naturhaff) et un institut de recherche (IBLA). L'idée de transformation de la ferme en centre d'information sur le réseau Natura 2000 et sur la biodiversité régionale se concrétisera dans les prochaines années et se fera en collaboration avec les autorités locales. (esf)

CONTACT:

natur&emwelt / Fondation Hëllef fir d'Natur

Gilles Weber

Haus vun der Natur

5, route de Luxembourg

L-1899 Kockelscheuer

Tél. (+352) 29 04 04 - 1

Fax: (+352) 29 05 04

www.naturemwelt.lu

Une deuxième bascule pour ECOTEC

POLYgone a mis en place un centre de regroupement de déchets à Luxembourg - Merl. Equipé d'un quai de déchargement, ce centre est accessible à la clientèle privée ainsi qu'aux professionnels soucieux de se débarrasser de leurs déchets dans des conditions respectueuses de l'environnement. Depuis 1994, POLYgone est associé de la société ECOTEC qui s'occupe du traitement, du recyclage et de l'évacuation des déchets, entre autre ceux qui ont été récoltés sur les chantiers par POLYgone. Spécialisée dans le triage et le pré-traitement de matériaux recyclables résultant de la démolition de bâtiments et de chantiers, ECOTEC gère un centre de tri et de valorisation de déchets à Sanem, une activité importante au niveau écologique: ici on atteint un taux de +- 80 % de valorisation des déchets.

En plus ECOTEC contribue à la réinsertion de personnes sans emploi. Par le recours en personnel de triage à POLYgone, la société participe à la politique d'insertion de demandeurs d'emploi dans le premier marché de travail. Comme ça des emplois non qualifiés temporaires sont créés. Ainsi ce personnel acquiert une expérience de travail dans un milieu industriel.

Jusqu'à ce jour l'entreprise disposait d'une seule bascule - ceci a causé des « embouteillages » pour des camions voulant entrer ou sortir du site. En février 2011 ECOTEC a reçu un Crédit d'investissement pour l'achat d'une bascule supplémentaire et de bureaux d'un montant de 230.000 euros sur une durée de cinq ans. La deuxième bascule permettra d'améliorer le flux de transport et évitera les temps d'attente et le risque d'accident entre camions.

Ces projets d'agrandissement du terrain et de construction d'un hall supplémentaire et d'un bâtiment administratif permettront le traitement d'une quantité et d'une variété plus importantes de déchets.

CONTACT:

André Reuter

ECOTEC S.à.r.l.

Zone Industrielle Päfewee

L-4984 Sanem

Tel. 59 23 99

Roland Majerus, Mitglied des Verwaltungsrates von etika



Roland Majerus (Jg. 1956) ist Mitbegründer der NATURATA Biomarktkette und seit 2004 als Vertreter des Veräin fir biologesch-dynamesch Landwirtschaft Lëtzebuerg Mitglied des Verwaltungsrates von etika. In seinem Büro im OIKOPOLIS in Münsbach hängt ein Zeitungsartikel aus dem „Wort“, mit einem Plan, der die Standorte der wichtigsten Supermarktketten in Luxemburg zeigt.

Wie ist das? Schaut ihr manchmal auf die Karte und überlegt, wie ihr den Großen Konkurrenz machen könnt? Wie bei einem strategischen Schlachtplan?

Nein. Wir können nicht ernsthaft versuchen, den großen nationalen und internationalen Supermarktketten Konkurrenz zu machen. Unsere Aufgabe ist eine andere. Wir wollen unsere Arbeit der Förderung der biologischen Landwirtschaft weitertreiben, indem wir unsere Kundschaft durch noch besseren Service erweitern, Partnerschaften mit Lieferanten aufbauen und unseren Teil als NATURATA-Geschäfte dazu beitragen, damit die OIKOPOLISWertschöpfungskette noch verbessert wird (bestehend hauptsächlich aus BIOG, BIOGROS und NATURATA).

Welche Entwicklung werden die Bio-Landwirtschaft und der Bio-Handel in Luxemburg in den nächsten Jahren nehmen?

Der Handel wird sich weiterentwickeln, dem hinkt die regionale Bio-Produktion hinterher, da nicht genug Bauern auf Bio umstellen. Im Vergleich zur gestiegenen Nachfrage nach Bioprodukten, müssten viel mehr konventionelle Betriebe umstellen. Das Nichtumstellen liegt meiner Meinung nach auch daran, dass die Subventionen - wenn man denn alle Möglichkeiten ausreizt - in der konventionellen Landwirtschaft immer noch viel zu hoch sind im Vergleich zur Bio-Landwirtschaft.

Bist du eigentlich ein Kind vom Lande oder aus der Stadt?

Vom Lande und aus der Stadt. Aber ich bin von Kind an naturverbunden. Wir sind drei Geschwister und hatten zu Hause einen großen Garten. Selbstversorgung war damals sehr wichtig. Wir hatten Obstbäume: Äpfel, Birnen, Zwetschgen, Mirabellen, Kirschen und Erdbeeren. Dazu Gemüse und Kleintiere wie Kaninchen. Meine Aufgabe war es, dem Vater nach der Arbeit hier und da zu helfen, was ich nicht immer gern getan habe.

Welche Ausbildung hast du dann gemacht?

Ich habe Elektrotechnik gelernt und neun Jahre in dem Beruf gearbeitet, bis ich davon genug hatte und etwas anderes machen wollte. Durch eine eher zufällige Begegnung bin ich zu Bio gekommen. Das hat mich begeistert.

Wann war das?

Das muss so 1987/88 gewesen sein. Meine Frau und ich haben zwei Kinder und ich war ein Jahr lang Hausmann. Ich wollte wissen, wie das geht: biologisch und hauptsächlich biodynamisch anbauen. Es gab damals einen Sportlehrer aus Saarbrücken, der in Luxemburg einen Vortrag gehalten hat. Er sagte: „Getreide ist gut für die Gesundheit, aber man sollte gucken, dass es möglichst bio ist“. Ich fragte ihn, wo man das bekommt und er sagte: „auf dem DEMETER-Hof von Jos Schanck in Hupperdange“. Also bin ich da mal hingefahren. Die Art und Weise, wie da gearbeitet wird, hat mich von Anfang an fasziniert. Das Interessante bei der biodynamischen Landwirtschaft liegt meiner Meinung nach darin, dass man lernt, mit der Natur anders umzugehen und unsichtbare Phänomene werden auf einmal wichtig. Das-Wichtigste ist nämlich das, was man nicht auf den ersten Blick sieht. Das will aber nicht heißen, dass nicht auch eine handfeste landwirtschaftliche Ausbildung dazugehört, das ist absolute Voraussetzung. Du bekommst eine Ahnung, dass es etwas gibt, was man nicht sieht und das trotzdem eine Wirkung hat. Manchmal sogar die größte.

Was zum Beispiel?

Zum Beispiel der Einfluss des Kosmos. Oder die Nutzung der bio-dynamischen Präparate: Man benutzt Hornkieselpulver, eine Messerspitze auf 400 Liter Wasser, um die Kräfte des

Lichtes der Sonne in die jeweilige Kultur zu übertragen und zu intensivieren.

Wie ging euer Engagement dann weiter?

Zuerst wurde eine Arbeitsgemeinschaft für biologisch-dynamische Landwirtschaft ins Leben gerufen, die dann 1988 in den Veräin fir biologesch-dynamesch Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl überführt wurde. Dann wurde im gleichen Jahr die BIOG, die Bio-Bauern- Genossenschaft Lëtzebuerg gegründet, um den ersten Biobauern auch die Möglichkeit zu schaffen, ihre Produkte zu verkaufen. 1989 haben wir NATURATA gegründet, aus dem dann der erste Bio-Supermarkt in Luxemburg entstanden ist. Der Bio-Großhandel BIOGROS wurde 1992 von der Genossenschaft BIOG gegründet, um zum einen die Distribution der BIOG-Produkte zu übernehmen und zum anderen, um nicht in Luxemburg hergestellte Bio-Produkte zu importieren.

Das alles einfach so?

Nein, natürlich nicht. Ich habe Abendkurse belegt und eine Genehmigung bekommen, ein Geschäft zu eröffnen. Auf Initiative der Bio-Bauern, Waldorf-Eltern und Konsumenten haben wir erst die NATURATA ins Leben gerufen, wie eben erwähnt, dann das Geschäft aufgebaut. Das war damals im Rollingergrund im September 1989. Der Laden war konzipiert als Inselbetrieb, also die Waren wurden so angeordnet, dass der Laden von einer einzigen Person zu führen war. Ich war am Anfang immer abends da, wenn meine Frau von der Arbeit nach Hause kam, ich war damals ja Hausmann. Anfangs haben wir eine Zeit lang nichts verdient, denn es gab ja noch nichts zu verteilen ... Das war für mich nicht so wichtig, da ich von meiner Frau unterstützt wurde. Wichtiger war für mich: Wenn du etwas machst und hast dieses Feuer nicht, dann lass es lieber.

Bist du bei deiner Frau „noch in der Schuld“? Sich einer so verrückten Idee wie biodynamischer Landwirtschaft zu widmen und Bio-Produkte zu verkaufen?

Nein, sie hat das mitgetragen und hat auch zeitweilig selbst in der Naturkosmetik mitgearbeitet. Stand ich vorher hinter der Theke, sitze ich heute viel im Büro und helfe von dort mit, damit das Ganze läuft. Die Arbeit in den Filialen haben andere übernommen, denn es sind ja

Eine neue Lagerhalle für BIOGROS

auch sie, die das Ganze in die Zukunft tragen werden. Wir brauchen den Geist der jungen Generation, denn nur die kann das, was die Pioniere angefangen haben, weiterführen.

War das damals nicht ein großes Risiko?

Natürlich. Aber das war zweitrangig. Ich war völlig überzeugt: Wir müssen das in die Welt setzen, eine Verkaufsmöglichkeit für luxemburgische Biobauern. Es war eine schöne Aufbruchzeit. Wir sagten uns: „Es wird schon gut gehen.“ Das bedeutete aber auch 14 bis 16 Stunden Arbeit am Tag. Die Weiterentwicklung und der Aufbau der anderen Geschäfte gingen relativ schnell. Wenn du einmal von einer Idee überzeugt bist, willst du sie auch anderen vermitteln, vorausgesetzt, sie sind offen dafür. So haben wir Partner gefunden. NATURATA ist ganz organisch gewachsen. Das ist das Schöne daran. In der Weiterentwicklung gab es 2001 natürlich einen großen Sprung hierher nach Münsbach mit OIKOPOLIS I. Und dann 2006 auch wieder mit dem Bau von OIKOPOLIS II.

Ist das Feuer noch da?

Ja, aber es ist jetzt anders natürlich. Heute ist ja auch eine ganz andere Ära und auch das Umfeld ist anders. Damals war noch nicht die Rede vom Klimawandel und die Bedingungen waren anders. Die Verantwortung ist heute größer geworden. Um das Ganze erfolgreich in die Zukunft zu tragen, sind gute Ideen gefragt und ich hoffe, dass uns sie nicht ausgehen.

Und es gab noch kein etika ...

Genau. Der Veräin fir bio-dynamiesch Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl, Demeter-Bond hat etika - also „Alterfinanz“ damals - mitbegründet, mit Änder Schanck im Verwaltungsrat. Der Schanck-Haff war dann auch eines der ersten Projekte, die 1998 einen Alternativkredit erhalten haben. Es ging darum, eine Käserei zu bauen. Später dann eine Gemüsesortier- und Waschanlage anzuschaffen und den Ausbau der Scheune zu tätigen. Die BIOG-Hofkäserei hat Produktionsfläche auf dem Hof angemietet. Dort wird der berühmte „Hëpperdanger“ Demeter-Käse hergestellt. Änder Schanck hat mir dann 2004 im Verwaltungsrat den Vortritt gegeben, da er andere Aufgaben übernommen hatte.

Danke für das Gespräch!



Die Nachfrage nach Bio-Produkten steigt beständig. Luxemburgische Bio-Produkte werden größtenteils durch die Bio-Bauere Genossenschaft-Lëtzebuerg BIOG vermarktet. Da jedoch bei weitem nicht alles Gemüse oder Obst in der Region hergestellt werden können, werden sehr viele Produkte importiert. Der führende Großhändler im Bereich des Vertriebs biologischer Produkte von BIOG sowie von importierten Bio-Produkten ist BIOGROS. Das Angebot umfasst ein Vollsortiment an Obst und Gemüse, sowie auch Trocken- und Molkereiprodukte und Kaffee. Mit eigenen Kühl-LKW beliefert BIOGROS die Kunden je nach Bedarf täglich oder wöchentlich. Die Aktivitäten von BIOGROS sind eingebunden in die OIKOPOLIS-Gruppe. Dort kooperiert BIOGROS eng mit BIOG und NATURATA, die ebenfalls Partner von etika sind.

Für die Lagerung der Waren hat BIOGROS vor zehn Jahren eine erste Halle im OIKOPOLIS errichtet. Aufgrund des enorm starken Wachstums entstand schnell Bedarf an neuen Lagermöglichkeiten, erzählt BIOGROS-Mitarbeiter Volker Manz. „Es wurde unausweichlich, dass die Lokalitäten langsam zu klein wurden“. Aufgrund eines Inhaberwechsels bei einer in Hamm extern angemieteten Halle mit der Folge ungünstiger Konditionen, begab man sich auf die Suche nach neuen Möglichkeiten.

„Im Frischebereich, also bei Obst, Gemüse und Milchprodukten, konnten wir 2009/2010 noch improvisieren, indem wir einen Teil der

Halle des früheren provisorischen Naturata-Ladens im OIKOPOLIS ausgebaut haben.“ Dann wurde aufgrund der Wirtschaftskrise ganz in der Nähe vom OIKOPOLIS-Zentrum eine große Logistikhalle mit einer Fläche von 4.200 qm frei. Sie konnte 2010 auf zehn Jahre angemietet werden. „Das war ein enormer Glücksfall für uns, dass wir gerade im richtigen Moment hier vor Ort fündig wurden. Alles was wir im neuen Ort vorfinden, ist von vorneherein für Logistik geplant, das passt optimal zu BIOGROS“, erzählt Volker Manz.

Für die Einrichtung des neuen Lagers, die Installation von Kühlräumen, den Bau eines belastbaren Zwischenbodens von 1.100 qm sowie diverser Räume für Verpackungen und Büros erhielt BIOGROS im Dezember 2010 einen Kredit von etika und der BCEE. Der Kredit in Höhe von 1 Million Euro hat eine Laufzeit von zehn Jahren. Die neuen Räume sind im Frühjahr bezogen worden und werden jetzt auch für Frischprodukte genutzt. Auch die Verpackungsanlagen für Obst und Gemüse sind dorthin umgezogen. Geplant sind auch weitere Verarbeitungsstufen von Bioprodukten, die in den nun frei werdenden Räumen im OIKOPOLIS angesiedelt werden sollen.

KONTAKT:

Änder Schanck

13, Parc d'Activités Syrdall

L-5365 Münsbach

Tel. 26 15 19

Investissement socialement responsable : l'argent public doit aussi montrer l'exemple !

Le fonds de compensation de réserve de pension du Luxembourg (FDC) a récemment fait couler de l'encre en raison de ses investissements controversés dans des entreprises actives dans la production de bombes à sous-munition ou plus récemment dans l'entreprise TEPCO, propriétaire de la centrale de Fukushima. Rappelons que le FDC a été créé par une loi en 2004 afin de constituer une réserve pour le versement des retraites des salariés du secteur privé travaillant au Luxembourg. Le financement du FDC est assuré par les cotisations des salariés du secteur privé. Une partie de ces cotisations est distribuée dans le mécanisme des retraites par répartition (c'est-à-dire que l'argent versé par les salariés est redistribué aux retraités aujourd'hui) et l'autre par capitalisation, c'est-à-dire que l'argent des cotisations est investi dans des actifs financiers (essentiellement des actions de grandes entreprises et d'Etats) : le FDC a été créé pour répondre à cette mission. Nous ne traiterons pas ici des avantages et inconvénients des deux systèmes de financement des retraites qui ont fait l'objet de nombreux débats en 2004 : le fait est qu'aujourd'hui le FDC représente de loin le premier fonds d'investissement sous mandat de gestion public avec plus de 10 milliards d'euros d'actifs sous gestion.

Jusqu'à présent, la mission qui a été donnée aux institutions bancaires privés remportant l'appel d'offre pour la gestion financière du FDC était basée exclusivement sur des critères financiers, ce qui a donné lieu aux polémiques déjà citées. etika et l'OGB-L avaient déjà demandé bien avant la crise financière de 2008 que le FDC se dote de critères sociaux et environnementaux en plus des critères financiers. L'actualité économique démontre malheureusement tous les jours que nombre d'entreprises privilégient souvent une vision à court terme pour dégager le plus de profits en un minimum de temps, impliquant de fait des dégâts pour les droits humains et sociaux et l'environnement. D'autres institutions comme la Norvège et le fonds CALPERS (fonds destiné à financer les retraites des fonctionnaires californiens) ont fait le choix de prendre en compte des critères sociaux et environnementaux dans la sélection d'actifs de leurs fonds de pension : le recul de leurs expériences a démontré que la performance des investissements n'a rien à envier à

celles des fonds n'utilisant pas de critères sociaux et environnementaux. L'ASTM milite pour un mix de critères d'exclusion et d'inclusion. La base pour les critères d'exclusion pourrait être la violation des conventions signées et ratifiées par le Luxembourg dans le domaine des droits humains, sociaux et la protection de l'environnement : par souci de cohérence, le Luxembourg ne devrait pas tolérer l'investissement dans des entreprises et Etats connus pour violer le droit international. Le droit est une source qui ne souffre pas de contestation d'ordre idéologique : en effet quand une pratique est jugée inacceptable par une majorité de pays membres de l'ONU comme l'est le travail des enfants par exemple, elle peut servir de base incontestable. C'est évidemment différent concernant d'autres activités controversées comme l'usage du nucléaire civile ou de la culture des OGM qui ne font pas l'objet de conventions internationales les interdisant.

L'ASTM ainsi que de nombreuses organisations de la société civile luxembourgeoise comme la fondation Caritas et le mouvement écologique, ont rejoint etika et l'OGB-L depuis pour réclamer une réforme du mode de gestion du FDC. Au niveau politique déi Gréng mènent également une campagne en ce sens et a récemment organisé un débat pour demander aux représentants de tous les partis présents à la Chambre des députés de se positionner sur cette question : il est ressorti de ce débat que les principaux partis se sont déclarés en faveur de la mise en place de tels critères : cette question est désormais installée dans le débat public et nous nous en réjouissons. (jsz)



Un enfant au travail au Népal. Certaines grandes entreprises font appel à des sous traitants qui n'hésitent pas à recourir à cette main d'oeuvre bon marché

GLOSSAR

S wie... SRI

Unter „Social Responsible Investment“ oder auch „Social Responsible Investing“ (SRI) – meist übersetzt als „Ethisches Investment“ oder „Verantwortungsvolles Investieren“ – wird die Einbeziehung von umweltbezogenen, sozialen und anderen Aspekten in Entscheidungen über die Geldanlage verstanden. Gemeint ist, dass neben dem Finanzertrag auch ideelle persönliche Werte wie Schutz der Natur, Einhaltung der Menschenrechte oder Unterstützung bestimmter sozialer Gruppen in die Investitionsentscheidung integriert werden. Der Begriff ist jedoch sehr weit und schwer fassbar. Das Prinzip des sozial verantwortungsvollen Investierens kann

- positiv erklärt werden als: Investieren in Beteiligungen/ Investmentfonds, die nachhaltigen, ethischen Grundsätzen entsprechen und zum Beispiel CO₂-neutral sind, ökologisch oder energiepolitisch wertvolle Ergebnisse versprechen (erneuerbare Energien) oder sonstigen sozialverträglichen Restriktionen genügen;
- negativ erklärt werden als: Ausschluss unethischer oder nicht nachhaltig produzierender Unternehmen und Branchen (zum Beispiel unangemessene Entlohnung der Beschäftigten, Kinderarbeit oder Produktion von / Handel mit Waffen).

Ethisches und nachhaltiges Investment kann Hand in Hand gehen, muss es aber nicht. Sozial und ökologisch verantwortliches Investieren bedeutet nicht, dass man ganz auf ein ökonomisch gutes Ergebnis (Performance) verzichtet. Der SRI-Markt (oder auch Markt der nachhaltigen Geldanlagen) ist ein spezifischer Markt, in dem Produkte angeboten und gekauft werden, die neben konventionellen weitere spezifische Qualitätsmerkmale aufweisen, die sich in der besonderen sozial und ökologisch und/oder ethisch begründeten Anlagepolitik ausdrücken. Hierbei kann eine entsprechende Etikettierung jedoch auch als Marketing-Instrument benutzt werden, um mit einem „grünen Deckmäntchen“ zusätzlich Rendite zu erwirtschaften. Unter „SRI“ gefasste Anlageklassen, -möglichkeiten, -ansätze und -kriterien sind, gerade auf den zweiten Blick, sehr heterogen. SRI ist eben nicht nur die „klassische“ Beteiligung an Wind- oder Solarparks. (esf)

Naissance de Finance Watch, une organisation de contre-pouvoir au lobby financier

Nous avons plusieurs fois évoqué dans nos précédents articles traitant de la nécessaire régulation des marchés financiers l'énorme déséquilibre d'expertise sur la situation et de poids politique entre la société civile et les lobbys de la finance de marché. Les choses sont en train de changer avec la fondation prochaine de Finance Watch, une agence européenne créée à l'initiative de l'eurodéputé Vert Pascal Canfin qui explique sa démarche : « Dans le domaine de la finance, le lobbying des ONG est inexistant à Bruxelles. Elles sont axées sur des campagnes thématiques, environnementales par exemple. Elles obtiennent souvent un vrai succès public mais ne peuvent pas veiller à ce que leurs préoccupations soient intégrées au cœur des textes. Il n'existe aucun lobby venant contrer les arguments développés par celui du secteur financier qui est très efficace et très présent. Compte tenu du poids de ce secteur, c'est un vrai problème démocratique ».

Au même titre d'une ONG comme Greenpeace, mais dans un domaine bien différent Finance Watch aura principalement trois objectifs : d'abord un travail d'expertise réalisé par des experts indépendants, spécialistes des questions financières : en effet, la seule information qui est soumise aux décideurs politiques est souvent issue uniquement du secteur financier, ce qui a eu des conséquences dramatiques avec des renflouements de banques avec l'argent du contribuable sans aucune condition. Ensuite, Finance Watch aura une mission de lobbying auprès de la Commission et du Parlement européen pour contrer le travail d'influence permanent des banques. Quand on constate les moyens considérables dont ils disposent, il y a une vraie urgence démocratique à rééquilibrer les choses. Rien que pour les Etats-Unis - qui imposent l'enregistrement des dépenses de chaque lobbyiste contrairement à l'UE - le lobby financier est le secteur économique le mieux représenté avec... 4.406 milliards de dollars dépensés entre 1998 et 2010, soit 121 % du total des dépenses publiques effectuées par les Etats Unis en 2009 (source : ONG Open secrets). Le lobby bancaire finance largement les campagnes des deux partis de gouvernement aux Etats Unis, et celle de Barack Obama n'a pas fait exception à la règle. Enfin, il y aura un travail de communication auprès du grand public, pour faire pression sur les élus et sus-



Protestation contre les expulsions de logements qui ont suivi la crise des subprimes à Chicago : malgré la colère des citoyens américains, aucune réforme d'envergure n'a été votée pour encadrer le pouvoir de la finance

citer des débats sur toutes les questions liées à la finance. On le voit bien aujourd'hui dans le travail d'élaboration de nouvelles régulations européennes, on souffre de ne pas avoir de vrai débat dans l'opinion publique, même si les choses changent peu à peu. Sur les questions sensibles que représentent les OGM ou l'usage du nucléaire civil, les citoyens ont accès aux arguments des industriels comme des ONG environnementales : des organisations comme ATTAC effectuent ce travail dans le domaine financier mais elles n'ont ni les moyens humains, financiers ni la couverture médiatique d'ONG comme Greenpeace pour diffuser leur contre-expertise. Si les citoyens savaient que plus de la moitié des bénéfices du secteur financier est réalisée sur des opérations de marché et non sur les prêts aux entreprises et aux particuliers, ils seraient certainement plus exigeants quand à la façon dont leur argent est investi !

Cette initiative a reçu le soutien de 30 organismes de tous bords et non des moindres puisque on trouve aussi bien des ONG environnementales comme les Amis de la Terre, des organisations syndicales européenne comme l'European Trade Union Confederation, des ONG de développement comme le CCFD ou Oxfam, des ONG altermondialistes comme ATTAC. 180 élus de tous bords politiques (nationaux et européens) ont signé une pétition de soutien à Finance Watch. Pour le Luxembourg par exemple, tous les élus Verts luxembourgeois s'y sont joints comme on pouvait s'y attendre mais également les eurodéputés Charles Goerens (DP) et Robert Goebbels (LSAP), ce

qui montre bien que les thématiques défendues par Finance Watch dépassent les questions partisans. Pour éviter toute dérive, les statuts de Finance Watch interdiront que les députés signataires soient membres ou donateurs de Finance Watch. L'autre bonne nouvelle est que Finance Watch devrait bénéficier dès janvier 2012 d'un financement de la Commission européenne d'un million d'euros, ce qui représenterait la moitié de son budget. Finance Watch devrait commencer ses activités encore cette année et recruter à terme six lobbyistes à temps plein. Il ne seront pas de trop pour s'attaquer à des sujets brûlants comme la rémunération des cadres salariés du secteur financier, qui outre leur caractère choquant, ont une lourde responsabilité à eux seuls dans l'accroissement des inégalités en France (source : étude du site www.laviedesidees.fr), alors que les capitaux échangés à la Bourse de Paris ne sont en rien comparables à celles de Francfort ou de Londres. Les salaires des PDG des sociétés non financières ou des stars du football sont - à juste titre - décriés pour leur disproportion, mais ceux-ci ne pèsent rien par rapport au poids des salaires des cadres du secteur financier qui exerce de fait une ponction insoutenable sur la richesse produite dans le pays.

Un autre sujet brûlant sera la question du traitement de la spéculation sur la dette des pays membres de l'UE, comme on l'a vu pour le cadre de la Grèce. Bref il y a beaucoup de travail à réaliser, mais cette fois le combat sera un peu plus équilibré pour remettre la finance au service des besoins humains. (jsz)

Deux vélotours en été



Avec un premier vélotour le 15 mai etika a repris l'organisation de ses tournées en vélo en collaboration avec Velosophie. Il y aura au moins deux autres tours en 2011: le 18 juin et le 16 juillet. Nous vous rappelons que l'objet de ces balades est de visiter des projets financés par les crédits alternatifs au Luxembourg.

Vélotour du 15 mai: Après un trajet en train de Luxembourg à Schieren et après avoir pédalé une vingtaine de kilomètres, passant par le château d'Useldange dans la vallée de l'Attert, nous avons visité l'ancienne gare de Niederpalen (restaurée par les Amis du Jhangeli). Nous avons mangé dans le Moulin de Beckerich pour ensuite visiter le projet «Energiepark Réiden». Le kilométrage total était de 45 km.

La prochaine ballade nous amène samedi 18 juin vers la Moselle entre Remich et Schengen pour visiter entre autre les Caves Sonnen-Hoffmann et s'informer sur la viticulture biologique. Le but n'est pas de réaliser une performance sportive, il s'agit plutôt de profiter de l'été pour visiter des projets durables dans une atmosphère conviviale: tout le monde y est donc bienvenu. Le kilométrage total va être de 25 kilomètres. Dimanche 16 juillet nous allons visiter entre autre les Jardins de Wiltz.

etika prend en charge l'organisation des tournées, y compris les coûts de transport en train. Le repas de midi et les boissons sont à la charge des participants. Le nombre de places étant limité, nous vous invitons à vous inscrire par téléphone, fax ou courrier électronique avant le 16 juin (12 juillet respectivement) en précisant votre nom, un numéro de téléphone où vous êtes joignable en journée et le nombre de personnes qui vous accompagneront. etika se réserve le droit d'annuler la tournée la veille si les conditions météorologiques devaient être trop défavorables. Contactez nous: **etika**: tél/fax: 29 83 53 ou esf@etika.lu; **Velosophie**: tél: 26 20 01 32 ou velosophie@pt.lu

Auszeichnung für nachhaltigen Tourismus und Ökobau

Die luxemburgischen Unternehmen Vélosophie und Batilux EcoConcept sind am 19. Januar durch den Minister für Nachhaltigkeit und Infrastruktur, Marco Schank, mit einem Preis in Höhe von jeweils 2.000 Euro ausgezeichnet worden. etika hatte im November vergangenen Jahres dazu aufgerufen, Kandidaten aus dem Bereich nachhaltiger Projekte und Organisationen vorzuschlagen. „Wir haben diesen Preis geschaffen, um Unternehmen zu unterstützen, die einen besonderen Wert auf einen sozialen und ökologischen Nutzen ihrer Aktivitäten legen“ erläutert etika-Präsidentin Magali Paulus.

Seit der Gründung vor 15 Jahren hat sich etika auf die Unterstützung solcher ökonomischer Aktivitäten konzentriert, insbesondere durch die Schaffung des alternativen Spar- und Kreditmechanismus, der in Partnerschaft mit der Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Luxembourg (BCEE) entwickelt worden ist. „Indem wir zinsvergünstigte Kredite für nachhaltige Aktivitäten anbieten, erleichtern wir vielen Projekten eine Finanzierung, die sonst häufig und zu Unrecht als weniger rentabel oder riskanter als nicht-nachhaltige Projekte angesehen werden. Auch um gegen diese Vorurteile anzugehen, haben wir den Preis ins Leben gerufen“, fügt die etika-Präsidentin hinzu.

etika hat innovative Projekte in zwei Kategorien ausgezeichnet: Projekte, die in den vergangenen 18 Monaten einen Alternativkredit von etika und der BCEE erhalten haben sowie davon unabhängige Projekte. Für die Jury standen in der ersten Kategorie fünf innovative Projekte zur Auswahl, für die zweite Kategorie waren acht Projekte vorgeschlagen worden: „Mehr noch als die Zahl der erhaltenen Dossiers hat uns deren Qualität und auch die Quantität der Informationen überrascht. Uns fiel die Wahl so schwer, dass wir sogar die Preisverleihung um einen Monat verschieben mussten: In beiden Kategorien fiel die Wahl sehr knapp aus“ betont Magali Paulus.

• „Vélosophie“ heißt die Preisträgerin in der Kategorie Alternativkredite. Die von Monique Goldschmit vor zweieinhalb Jahren geschaffene Initiative für einen sanften Tourismus wurde ausgewählt aufgrund der umgesetzten langsamen und sauberen Fortbewegung, die

zum Entdecken oder Wiederentdecken der natürlichen Schönheiten Luxemburgs ideal erscheint. Mit Vélosophie bietet etika seit 2009 Radtouren zu etika-Projekten an (siehe nebenstehenden Text).

• In der Kategorie der vom Alternativmechanismus unabhängigen Projekte wurde das junge Bauberatungsunternehmen Batilux EcoConcept ausgezeichnet. Zudem erhielten zwei gemeinnützige Vereine der zweiten Kategorie aufgrund ihres innovativen Charakters eine lobende Erwähnung: Die NGO Frères des Hommes für ein Projekt zur landwirtschaftlichen Entwicklung im Senegal sowie der Verein IUEOA für sein originelles und künstlerisches Werben für eine nachhaltige Entwicklung.

Die Preisverleihung fand im Musée de la Banque bei der BCEE statt. etika wird den Preis künftig jährlich vergeben, um den Einsatz für nachhaltige Projekte in Luxemburg zu verstetigen.

Am 8. März 2011 hat die Jury des etika-Preises - bestehend aus Mitgliedern des etika Verwaltungsrates und Kreditkomitees allerdings entscheiden müssen, den etika-Preis für unabhängige Projekte 2010 zurückzuziehen. Die Entscheidung war notwendig geworden, da seitens Batilux EcoConcept falsche Angaben gemacht worden waren. Dem Geschäftsführer wurde die Entscheidung mitgeteilt. Er hat das Preisgeld zurückgezahlt und sich verpflichtet, den etika-Preis nicht mehr in seinen Werbeaktivitäten zu erwähnen. (esf/jsz)



Unser Foto zeigt (v.l.n.r.): Magali Paulus (Präsidentin von etika), Guy Rosseljong (Mitglied des Direktoriums der BCEE), Preisträgerin Monique Goldschmit (Vélosophie) und Marco Schank (Minister für Wohnungsbaupolitik und Umwelt)

«Qui veut gagner en vision ?»



Bei der fünften und sechsten Auflage unseres Quiz im Exit07 (Carré Rotondes) gab es insgesamt über 40 Teilnehmer/innen, die gerne auf dem Kandidatensessel Platz genommen hätten. Immerhin 14 hatten Glück, wurden per

Los ausgewählt und gingen zumindest mit einer Präsenttüte voller Einkaufsgutscheine und fair gehandelter Produkte unserer Sponsoren nach Hause. Am 12. April beantwortete Pamela Boerri auch die schwierigste neunte Frage richtig und gewann ein Alternativparkonto mit 1.000 Euro. Als letzter Kandidat des Abends schaffte das am 10. Mai auch der Abiturient Pit Reger.

Für Oktober und November sind weitere Veranstaltungen mit ernsten Fragen zu den negativen Auswirkungen der Globalisierung sowie unethischem Finanzgebaren von Politikern und Unternehmen und witzigen Antwortmöglichkeiten geplant. (esf)

WEITERE AKTIVITÄTEN

„Schulanfang – clever einkaufen“

Ökologisches Schulmaterial ist heutzutage konkurrenzfähiger denn je. Umweltprodukte sind nicht nur ökologisch sinnvoll, langlebig und preisgünstig – sie überzeugen auch durch ansprechendes Design, hochwertige Qualität und gesundheitliche Unbedenklichkeit. Über die Einzelheiten informiert die Kampagne „Schulanfang – clever einkaufen“ (Projektpartner: Umweltberodung Lëtzebuerg, Greenpeace Luxembourg, SuperDrecksKëscht, SCRIPT vom Ministerium für Erziehung und Berufsbildung, die Umweltabteilung des Ministeriums für nachhaltige Entwicklung und die Division Santé au Travail des Gesundheitsministeriums). Um eine Infoveranstaltung zu diesem Thema in Ihrer Schule oder Gemeinde zu organisieren, können Sie mit den verschiedenen Partnern der Initiative in Verbindung treten: info@ebl.lu, info@sdk.lu und mpaulus@greenpeace.org. (mp)



CHIFFRES

CHIFFRES SUR LE MÉCANISME ÉPARGNE ALTERNATIVE

Comptes actifs à la date du 31.05.2011	885
Montant total de l'épargne déposée au 31.05.2011 (en millions d'euros)	40
Taux de conversion de l'épargne en crédit au 31.03.2011 (en %)	66
Nombre de crédits ouverts au 31.03.2011	104

IMPRESSUM

Den etikaINFO ass a periodescht Informatiouns- a Motivatiounsblat fir d'Membere vun etika asbl a fir d'Titulaire vun engem alternative Spuerkont.

Editeur: etika asbl, 55, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Tel/Fax: 29 83 53, www.etika.lu, contact@etika.lu

Lay-Out: Bizart **Mise en page:** Bizart

Redaktioun: Ekkehart Schmidt-Fink (esf), Jean-Sébastien Zippert (jsz)

Drock: Imprimerie Mil Schlimé, Bertrange.
Fotoen: BIOGROS (Säit 4) Christine Bose, licence Creative Commons (Säit 5), Carolina Favre (Säit 8 lénks), John W. Iwanski, licence Creative Commons (Säit 6), Ekkehart Schmidt-Fink (Säit 7), Gilles Weber (Säit 1, 2), Jean-Sébastien Zippert (Säit 8 riets)

Den etikaINFO ass op recycléiertem an 100% chlorfräi gbleechtem Pabeier gedréckt ginn.

etika ausgezeichnet



etika hat im März 2011 den Green Finance Award gewonnen, der im Rahmen der Luxembourg Green Business Awards vergeben worden ist. Wir sind in guter Gesellschaft, wurde doch auch die OIKOPOLIS-Gruppe (durch etika und die BCEE finanziert) mit einem Preis ausgezeichnet. OIKOPOLIS erhielt den Green Business Award, der am stärksten im „grünen“ Sektor engagierte Unternehmung. Die Preisverleihung fand am 31. März beim „Luxembourg Green Business Summit“ statt. Zu dieser ersten Veranstaltung ihrer Art hatte Greenworks eingeladen, eine Untergliederung der Farvest-Gruppe. Neben der Auszeichnung von 13 Firmen und Organisationen in verschiedenen Kategorien wurde auch allgemein über eine umweltfreundliche Unternehmenskultur debattiert. Unser Foto zeigt etika-Präsidentin Magali Paulus mit dem Preis. (esf)

etika-Schokolade

Alternativsparer, die in der „Casa Fabiana“ in Luxemburg oder im NATURATARestaurant in Münzbach Essen gehen, im „KultOUR-Döppen“ in Untereisenbach einen Kaffee trinken oder bei „Naturwelten“ in Bonnevoie Biotextilien kaufen, wissen es schon: Seit Mai können sie als Kunden dort etika-Schokolade naschen - natürlich in Bioqualität und fair gehandelt. Alternativsparer, die Inhaber eines Gastronomiebetriebes sind und helfen möchten, etika bekannter zu machen, erhalten auf Nachfrage kostenlos Schokostücke zur freien Verteilung.